

**DECLARATION FRANCE**  
**CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UNICEF 7 FEVRIER 2024**

Madame la Directrice associée et chef de la Section VIH/Sida, chers collègues,

La France s'aligne sur la déclaration conjointe prononcée par l'Australie et souhaite faire quelques remarques supplémentaires.

La France vous remercie pour la présentation de ce rapport et salue l'action de l'UNICEF en qualité de coparrain d'ONUSIDA.

Si la mortalité liée au sida a été divisée par 3 depuis 2004, nous ne l'oublions pas, le virus continue d'ôter la vie à plus de 630 000 personnes par an. Le fardeau du VIH est encore plus grave chez les adolescentes et jeunes femmes : en Afrique subsaharienne, elles représentent à elles seules plus de 3 nouvelles infections sur 4.

La France salue particulièrement les efforts de l'UNICEF visant à réduire les inégalités de genre et la violence basée sur le genre, à élargir l'accès à la prévention du VIH et aux services de santé sexuelle et reproductive et à renforcer les perspectives économiques des filles. Notre mobilisation auprès des plus vulnérables doit être sans faille, afin qu'une « génération sans VIH » puisse voir le jour.

La France réitère son engagement dans cette lutte, en cohérence avec l'objectif stratégique de l'Alliance mondiale de mettre fin d'ici 2030 au sida chez les enfants.

La France, qui siège en 2024 au Conseil de coordination d'ONUSIDA, le fera d'abord par l'augmentation de sa contribution au Programme conjoint, via la hausse de 50% de notre contribution volontaire à ONUSIDA.

Ce soutien passera également par le co-financement, à hauteur de 1,9 millions d'euros, par le programme l'« Initiative », d'un projet axé sur la réponse communautaire aux

obstacles structurels, y compris législatifs, entravant l'accès aux services, tels que la discrimination ou la stigmatisation en Afrique de l'ouest et du centre. La France se réjouit de pouvoir ainsi contribuer plus efficacement au travail de l'ONUSIDA dans les bureaux-pays et au plus près des populations clés.

Enfin, cet engagement passe à travers le développement en cours d'une assistance technique en Asie du Sud-est, notamment sur la question du financement de la lutte contre le VIH.

Pour atteindre l'ODD 3.3, nous appelons toutes les instances engagées dans cette lutte, et notamment l'UNICEF, à redoubler d'efforts et à travailler en bonne coordination, afin d'assurer l'effet le plus catalytique possible à nos actions. Nous avons pour cela plus que jamais besoin d'ONUSIDA et la France est attachée à la soutenir.

Je vous remercie./.